



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente...

• (Page 07)

SAM 2023

Lomé, capitale africaine de la microfinance

La capitale togolaise abrite du 16 au 20 octobre, l'édition 2023 de la Semaine africaine de la microfinance (SAM). Cinq jours durant, plus de 1.300 ...

• (Page 04)

Inflation

La hausse des taux d'intérêt met en danger les pays avec une forte dette

Les taux d'intérêt qui ne cessent de grimper pour lutter contre ...

• (Page 08)



Togo / Africa Financial Industry Summit

• (Page 03)

AFIS 2023 dévoile son programme



Amir Ben Yahmed, président de l'AFIS

Entretien avec Kwassi Akoussah Pascal, Sg de L'APCPA

• (Page 05)

« Redonner un visage positif à la commande publique, notre mission »

Commerce multilatéral

Le cours régional de politique commercial démarre à Lomé

L'université de Lomé a accueilli, lundi 16 octobre 2023, la cérémonie de lancement...

• (Page 02)

Togo - Bénin

Réception gratuite des appels téléphoniques dès le 1^{er} janvier 2024

Les autorités de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) du Togo et du Bénin ont tenu une ...

• (Pages 04)

Africa Pulse

Créer de la croissance pour tous grâce à de meilleurs emplois

La croissance économique en Afrique subsaharienne (ASS) devrait ralentir, passant de 3,6 % en 2022 à 2,5 % en 2023 en raison ...

• (Page 06)

Volontariat

DEKU Kodjo, s'engage pour la réussite des élèves

Affecté au CEG Agou-Care en février 2022, Kodjo enseigne les cours de la science de ...

• (Page 11)

2 FEVRIER HOTEL-LOME
Réservez maintenant!
+228 22 23 86 00
reservations@hotel2fevrierlome.com

AKWABA NOUVEAU MENU
POOL BAR & GRILL

Légendes indiennes

Commerces multilatéral

Le cours régional de politique commerciale démarre à Lomé

L'université de Lomé a accueilli, lundi 16 octobre 2023, la cérémonie de lancement du Cours Régional de Politique Commerciale de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

● Joël Yanlo

Le cours, destiné aux fonctionnaires des ministères chargés du commerce des pays de l'Afrique francophone, est une assistance technique visant à soutenir les pays en développement à tirer pleinement profit du système commercial multilatéral. Après le Bénin, la Tunisie et la Côte d'Ivoire, c'est le tour du Togo d'accueillir le Cours Régional de Politique Commerciale de l'OMC. Durant huit semaines, les cadres des Ministères du commerce des pays de l'Afrique francophone vont renforcer leurs capacités sur les principes fondamentaux de l'OMC, notamment les accords commerciaux multilatéraux, les services, les conditions d'accès aux marchés, le règlement des différends. Ce cours mettra l'accent sur le contexte régional des politiques commerciales et ses liens avec les accords de l'OMC et permettra de discuter des différents mécanismes à mettre en œuvre en vue du renforcement et de la modernisation du système commercial multilatéral. Le ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, Kayi MIVEDOR-SAMBIANI a, dans son discours de lancement officiel du cours, souligné que la participation de l'Afrique au commerce international reste faible, avec environ 2% des échanges commerciaux. Selon Mme le Ministre, pour inverser cette tendance, l'Afrique se doit de renforcer son intégration, ses capacités productives et transformatrices ainsi que ses compé-



tences. « C'est en cela que les programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités de l'OMC sur le système commercial multinationnel s'avèrent importants pour l'Afrique », a-t-elle indiqué. Selon Mme MIVEDOR-SAMBIANI, pour approfondir l'intégration, favoriser le commerce et l'investissement, améliorer la mobilité des capitaux, soutenir l'industrialisation et le développement, l'Afrique s'est tournée vers la création d'une zone de libre-échange continentale. « L'Accord portant création de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAF), signé le 21 mars 2018 à Kigali, vise entre autres, à créer un marché commun pour les marchandises et les services, conformément à la vision panafricaine d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique, telle qu'énoncée dans l'Agenda 2023 », a-t-elle indiqué. Pour sa part, le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, Professeur Majetsé Nazobalhou WATEBA a indiqué que la faible participation de l'Afrique au commerce mondial est dû, soit au fait que les pays africains ne maîtrisent pas les principes qui règle-

mentent le secteur, soit au fait que le continent n'a pas suffisamment de produits à proposer sur le marché. Pour lui, le présent cours constitue une aubaine pour les pays africains de se doter des outils et instruments nécessaires, afin d'aller vers le marché mondial très compétitif. « Pour nous, c'est une grande joie que notre université abrite ce cours régional et pour les participants venus d'ailleurs, c'est un nouveau départ pour maîtriser les enjeux, les tenants et aboutissants de cette stratégie », a-t-il souligné. Il a également fait savoir que ce cours est une rencontre de haute facture, axée sur des échanges d'expériences et de savoir-faire et qui débouchera sur des recommandations pertinentes devant aider les politiques publiques à améliorer leurs stratégies commerciales, surtout le Togo, à avoir une plus grande visibilité sur les marchés régional et international. Il est à noter que les cours seront assurés par la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) de l'Université de Lomé (UL), assistée des fonctionnaires du secrétariat de l'OMC et des spécialistes en politique commerciale.

Image du jour



En mission à Lomé, Michel Djombo, le Président de L'UNICONGO, le patronat congolais a rendu une visite de courtoisie à son homologue du Togo Coami Laurent Tamegnon. Les deux organisations patronales sœurs ambitionnent de renforcer leur collaboration.

AUX DECIDEURS...

Conseils pour bâtir votre budget

Si vous ne savez pas comment créer un budget, ne vous sentez pas mal : la plupart des adultes n'apprennent pas à en créer un. Et la plupart des gens n'établissent pas de budget parce qu'ils le considèrent comme restrictif ou non viable. Mais ce n'est pas nécessairement le cas : une fois que vous comprenez qu'un budget peut fonctionner pour vous, il peut s'avérer un exercice d'autonomisation financière.

En tant qu'universitaire en planification financière, Bomikazi Zeka, Professeur adjoint en finance et planification financière, Université de Canberra se concentre ses recherches sur l'amélioration du bien-être financier et la promotion des comportements d'épargne grâce à des interventions telles que la budgétisation. Voici cinq lignes directrices pour créer un budget.

Un bon point de départ est de choisir le format de votre budget. Il existe plusieurs modèles et applications en ligne que vous pouvez utiliser pour établir un budget. Par exemple, 22Seven a gagné en popularité en Afrique du Sud en raison de sa compatibilité avec plusieurs institutions financières, dont les cinq grandes banques du pays. Si vous préférez mettre la plume sur papier, certains modèles en ligne sont accompagnés de budgets imprimables gratuits. Créer votre propre feuille de calcul Excel est une approche tout aussi intéressante.

Un budget montre essentiellement combien vous dépensez par rapport à ce que vous gagnez. Ainsi, une fois que vous avez sélectionné votre outil de budgétisation, vous devez indiquer vos revenus et détailler combien vous dépensez pour chaque dépense au cours d'un mois. Un budget peut être considéré comme un état des flux de trésorerie car il vous permet de suivre l'argent entrant (revenus) et l'argent sortant (dépenses). Si vous vivez selon vos moyens, votre budget devrait indiquer un excédent – plus d'entrées de trésorerie que de sorties de fonds. La budgétisation fournit donc un compte rendu précis de votre situation financière à court terme.

Lorsque vous examinez vos états financiers, inscrivez vos dépenses dans votre budget de manière honnête et précise. Ne trichez pas ! Puisque la situation financière de chacun est différente, votre budget sera également unique. Même s'il n'existe pas d'approche unique en matière de budgétisation, celle-ci doit néanmoins prendre en compte toutes vos dépenses (à la fois régulières et intermittentes). En règle générale, s'il est déduit de votre compte, vous devez le traiter comme une dépense.

Vous savez maintenant combien vous dépensez. Soit c'est trop – et vous pouvez prévoir où réduire –, soit vous avez des économies à la fin du mois. Lors de l'élaboration de votre budget, il est important de délimiter le montant qui sera sous forme d'économies. Ce qui est plus important, c'est de prendre l'habitude d'épargner avant de dépenser plutôt que d'épargner après avoir dépensé. Si vous dépensez en premier, vous vous privez de la possibilité d'épargner en cas de mauvais temps. De plus, des recherches ont montré que prendre l'habitude d'épargner a un effet transgénérationnel : cela peut être considéré comme une valeur culturelle qui se transmet d'une génération à l'autre. Pensez donc à épargner comme à vous payer en premier.

Une fois que vous êtes à l'aise avec une budgétisation cohérente, vous pouvez passer à un niveau supérieur en incluant vos actifs (tout ce que vous possédez ayant une valeur économique) et vos dettes (tout ce que vous devez) pour déterminer votre situation financière globale. Vous pouvez avoir une idée plus claire de votre bien-être financier global en dressant une liste de tous vos actifs, par exemple votre épargne et la valeur nette de votre logement, par rapport aux passifs (tels que les prêts bancaires). Connaître votre situation financière à long terme peut indiquer à quel point vous êtes financièrement résilient ou vulnérable.

Prendre l'habitude d'établir un budget n'est pas facile, surtout si vous ne l'avez jamais fait auparavant ou si vous êtes intimidé par le processus. Mais comme le dit l'expression, « un voyage de mille kilomètres commence par un seul pas ». Considérez la budgétisation comme une étape petite mais importante vers la reprise du contrôle de vos finances et l'amélioration de votre bien-être financier.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'Africa Financial Industry Summit-AFIS dévoile son programme : Construire une industrie financière africaine à 1,500 milliards de dollars

- *Prévu les 15 et 16 novembre à Lomé, au Togo, l'Africa Financial Industry Summit - AFIS réunit plus de 1 000 leaders de l'industrie financière, décideurs politiques et régulateurs.*
- *AFIS contribue à relever des défis majeurs, notamment attirer les investissements de capitaux locaux, assurer la libre circulation des capitaux et l'harmonisation des réglementations, retenir les talents cruciaux pour la transformation numérique et amplifier l'innovation dans la finance climatique.*
- *Des discussions approfondies seront menées sur une myriade de sujets tels que la gestion du risque de change, la tokenisation des actifs africains, la réforme économique mondiale et l'impact de l'intelligence artificielle sur le secteur financier.*
- *L'AFIS insiste sur le potentiel de résurgence économique de l'Afrique. L'alignement des taux de pénétration bancaire, d'assurance et de marché des capitaux sur les ratios PIB observés sur les marchés mondiaux met en évidence une opportunité de 1,5 milliards de dollars pour le continent.*

Lomé, République du Togo, le 18 octobre 2023 - Le prochain Africa Financial Industry Summit-AFIS se tiendra les 15 et 16 novembre à Lomé, au Togo. Alors que le continent est confronté à une crise mondiale du crédit, à des taux d'intérêt élevés et à un ralentissement du financement international, ce sommet est une rencontre cruciale pour aborder et remodeler l'avenir financier de l'Afrique. Le sommet souligne le besoin urgent pour l'Afrique d'établir une industrie financière robuste, résiliente et autonome.

Avec le départ du continent de grands acteurs internationaux, les champions continentaux se trouvent devant une opportunité historique d'étendre leur influence régionale et de consolider leurs liens avec les marchés mondiaux. Au cours de la prochaine décennie, ces champions ont le potentiel de stimuler l'économie réelle à laquelle l'Afrique aspire, en mettant au jour des activités d'une valeur de plus de 1 500 milliards de dollars, sur la base des ratios de pénétration des banques, des assurances et des marchés de capitaux par rapport au PIB observés à l'échelle mondiale.

Le sommet vise ainsi à naviguer à travers ces défis et ces opportunités, en se concentrant sur quatre domaines majeurs : attirer les investissements institutionnels africains vers les marchés de capitaux locaux, assurer la libre circulation des capitaux et l'harmonie réglementaire, encourager les talents essentiels à la transformation numérique, et débloquent l'innovation dans des domaines tels que la finance climatique et la tokenisation.

Des panels et des tables rondes stratégiques disséqueront un éventail de sujets importants, offrant des perspectives et des stratégies pour relever les défis. Le programme de plus de 30 sessions couvrira les principales tendances du secteur, le marché commun et les réglementations, les perspectives des banques commerciales, les marchés des capitaux et le financement des entreprises, la durabilité, l'expansion de l'assurance ainsi que les services financiers numériques et la fintech. Ces discussions visent à élaborer un plan directeur pour renforcer la résilience et l'efficacité du secteur financier africain en plein essor.

Le sommet proposera des dialogues qui offriront des perspectives critiques, jetant les bases de structures économiques et financières renforcées, essentielles au développement et à la croissance durable. Des personnalités du secteur financier telles que Sérgio Pimenta (vice-président de la SFI), Jean-Claude Kassi Brou (Gouverneur de la BCEAO), H.E. Mamo Esmelealem Mihretu (Gouverneur de la Banque Centrale d'Ethiopie), Manuel António Tiago Dias (Gouverneur de la Banque Centrale d'Angola), Sani Yaya (Ministre de l'Économie et des Finances du Togo), Serge Ekué (BOAD), Ugas Sheikh-Mohamed (Capital Markets Authority – Kenya), Delphine Traoré (SanlamAllianz), Patty Karuaihe-Martin (NamibRe), Jeremy Awori (Ecobank), Jules Ngankam (African Guarantee Fund), Oliver Alawuba (UBA), Felix Edoh Kossi Aménounv (BRVM), Serigne Dioum (MTN) et Idrissa Nassa (Coris Bank), seront présentes. Au total, près de 20 gouverneurs ou gouverneurs adjoints de banques centrales et responsables d'autorités de régulation ont confirmé leur présence. La participation de ces leaders de l'industrie financière offrira aux participants l'opportunité d'acquérir des connaissances et des idées importantes pour l'amélioration de l'industrie financière africaine. Liste des speakers AFIS 2023 : Intervenants - Afis

L'AFIS se positionne comme un acteur du changement soulignant le potentiel substantiel de l'Afrique. En coordonnant les stratégies des banques, des assurances, des fintechs et des marchés de capitaux avec les normes mondiales, l'AFIS souhaite devenir une plateforme de rassemblement et de collaboration pour l'innovation et le partage des connaissances, visant à contribuer à un avenir financier africain stable et prospère.

« L'Africa Financial Industry Summit-AFIS est une étape cruciale dans la construction d'une industrie financière africaine résiliente et de classe mondiale. Il rassemble les esprits qui peuvent inverser le cours des choses et assurer un avenir économique solide à l'Afrique », a déclaré Amir Ben Yahmed, président de l'AFIS. Ses mots résonnent avec le sens de l'urgence et de l'engagement que le sommet incarne dans sa mission de forger un secteur financier africain robuste et autonome.

« Accélérer la mobilisation des capitaux privés pour soutenir le commerce continental, la transition énergétique, la transformation numérique et le financement des MPME est primordial pour relever les défis de développement urgents auxquels l'Afrique est confrontée. L'IFC est fière de coorganiser l'AFIS pour la troisième année afin de discuter des principaux problèmes qui entravent le secteur financier africain et d'aider à débloquent des financements vitaux pour stimuler une croissance verte, durable et inclusive sur le continent », a déclaré Sérgio Pimenta, vice-président régional de l'IFC pour l'Afrique.

--- FIN ---

À propos de l'AFRICA FINANCIAL INDUSTRY SUMMIT- AFIS

Fondée par Jeune Afrique Media Group en 2021, avec le soutien de la SFI (Groupe de la Banque mondiale), AFIS est une organisation sœur du AFRICA CEO FORUM, la principale plateforme du secteur privé africain. L'objectif d'AFIS est de construire une industrie financière robuste au service de l'économie réelle et du développement durable. Réunissant les personnalités et les institutions les plus influentes de la finance africaine, ainsi que les régulateurs, l'AFIS travaille à l'amélioration de l'inclusion financière et à l'émergence d'une industrie des services financiers véritablement panafricaine. Retrouvez notre programme et nos speakers AFIS 2023 : Annual Summit - Afis

À propos de l'IFC

La SFI, membre du Groupe de la Banque mondiale, est la plus grande institution mondiale de développement axée sur le secteur privé dans les marchés émergents. Nous travaillons dans plus de 100 pays, utilisant notre capital, notre expertise et notre influence pour créer des marchés et des opportunités dans les pays en développement. Au cours de l'exercice 2023, l'IFC a engagé un montant record de 43,7 milliards de dollars en faveur d'entreprises privées et d'institutions financières dans les pays en développement, tirant parti de la puissance du secteur privé pour mettre fin à l'extrême pauvreté et stimuler la prospérité partagée, alors que les économies sont aux prises avec les impacts des crises mondiales qui s'aggravent. *Pour plus d'informations, consultez le site www.ifc.org.*

Restez connecté

www.facebook.com/IFCAfrica / www.twitter.com/IFCAfrica
www.youtube.com/IFCvideocasts / www.instagram.com/ifc_org
www.ifc.org/infrastructure

SAM 2023

Lomé, capitale africaine de la microfinance

La capitale togolaise abrite du 16 au 20 octobre, l'édition 2023 de la Semaine africaine de la microfinance (SAM). Cinq jours durant, plus de 1.300 participants, vont débattre des enjeux de la finance inclusive sur le continent.

● Joël Yanclou

« Conscient de l'extrême vulnérabilité de nos populations, et eu égard à la cartographie de la pauvreté de nos différentes régions, le Togo s'est très vite résolu à se doter d'un ministère dédié à la question fondamentale de la microfinance et, partant de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel », a déclaré Mazamesso ASSIH, la ministre auprès du président de la république en charge de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel. Le thème « Vers une finance inclusive et durable » démontre que les politiques et programmes de gouvernement doivent s'inscrire dans la durabilité. Cette dernière devrait se fonder avant tout sur deux piliers à savoir, « l'inclusion : non pas dans son sens le plus stricte, c'est-à-dire, ce que les politiques de façon générale nous apprennent en parlant de la finance inclusive mais plutôt et surtout dans la prise en compte des préoccupations majeures de nos concitoyens à travers les mécanismes rôdés de gestion du quotidien des personnes concernées et la lutte pour



la réduction sensible de la pauvreté : les chocs exogènes auxquels nous faisons face, gouvernants comme administrés, nous imposent le choix réaliste d'un travail pragmatique dans le but de réduire à sa plus simple expression l'impact de la pauvreté sur nos populations », a expliqué le ministre en charge de la microfinance au Togo. En créant en 2020, un ministère dédié à cet effet, l'ambition du Togo est de faire de l'inclusion financière un axe majeur dans le renforcement de la cohésion sociale et l'atteinte des objectifs assignés à la Feuille de route gouvernementale 2020-2025. La stratégie d'inclusion financière en plus d'avoir démontré sa capacité de résilience, montre qu'il est plus qu'urgent de continuer par investir dans le soutien, l'accompagne-

ment des populations les plus vulnérables. L'enjeu de cette Semaine Africaine de la Microfinance, au-delà de faire le point des acquis dans les pays, est l'occasion de poser les enjeux de la finance inclusive sur le continent africain à la lumière des expériences des différentes délégations. Il est question de s'interroger sur l'efficacité de la stratégie du faire-faire, l'accroissement et la diversification des produits et des services adaptés aux besoins en milieu surtout rural, l'accélération pour une intégration du système de paiement, l'inclusion dans le système fiscal par exemple, ainsi que des options de financement novatrices, et la réduction des inégalités dans l'accès aux services.

Togo

Les engagements de la Banque Mondiale ont presque quintuplé depuis 2018

Les engagements financiers de la Banque Mondiale au Togo ont connu une hausse remarquable, passant de 238 millions de dollars en 2018 à 1 134,63 millions de dollars en 2023, soit un taux de croissance d'environ 381%. L'information a été donnée par Sandra Johnson, Ministre, Secrétaire générale de la Présidence (photo) en charge de la Cellule Climat des Affaires (CCA), en marge d'une rencontre la semaine dernière avec Ousmane Diagana, Vice-Président de la Banque Mondiale en charge de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. La rencontre s'est tenue à Marrakech, au Maroc, dans le cadre des Assemblées annuelles 2023 du Groupe de la Banque mondiale et du FMI.

Ce bond est le fruit direct de la notable amélioration du score CPIA (Country Policy and Institutional Assessment) du Togo. Ce dernier a évolué de 3 en 2016 à 3,7 en 2022, marquant la plus grande progression sur cet indicateur en Afrique. Le CPIA est un indicateur clé qui évalue la qualité des politiques et des institutions d'un pays. Sa progression a eu un effet levier, se traduisant par une augmentation significative des allocations de la Banque Mondiale, a indiqué la ministre. Le Togo se trouve également en première position en matière de taux de décaissement au sein du groupe de la Banque, a déclaré la gouverneure de la Banque multilatérale pour le



Togo. Pour elle, l'augmentation des allocations est indissociable d'un ensemble de réformes structurelles et institutionnelles mises en œuvre depuis 2018. Ces initiatives ont non seulement amélioré les indicateurs de gouvernance, mais également créé un environnement favorable à l'investissement et au développement durable. Face à

ces avancées, le gouvernement togolais s'est engagé à maintenir cette dynamique positive. L'objectif est de redoubler d'efforts pour assurer la qualité et l'efficacité des futurs projets, en établissant des critères plus rigoureux. Il s'agit pour le Togo de capitaliser sur ces acquis pour inscrire son développement dans une trajectoire durable et inclusive, a souligné Sandra Johnson : « Nous sommes convenus non seulement de redoubler d'efforts dans nos actions actuelles, mais aussi de mettre en place des critères plus rigoureux pour garantir la qualité de nos projets.

Avec Togo First

Togo - Bénin

Réception gratuite des appels téléphoniques dès le 1er janvier 2024

Les autorités de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) du Togo et du Bénin ont tenu une session à Lomé les 17 et 18 octobre 2023. Suite à cette rencontre, une convention a été signée en faveur des consommateurs des deux pays.

● Hélène Martelot

Désormais, avec la signature de ce protocole d'accord entre l'ARCEP du Togo et l'ARCEP du Bénin et la mise en œuvre effective de cet accord, le consommateur togolais qui se retrouverait en situation de roaming dans n'importe quelle localité du Bénin, sera traité exactement comme s'il était résident au Bénin. Ainsi, lorsqu'il émettra des appels ou enverra des messages, il sera soumis aux mêmes tarifs que payerait le consommateur du Bénin au Bénin. « Mieux, pendant les trente premiers jours de son séjour au Bénin, les réceptions d'appels et ou de messages sont entièrement gratuites. Réciproquement, les consommateurs du Bénin bénéficieront également des mêmes avantages et modalités de facturations des services roaming lorsqu'ils sont en voyage au Togo », a précisé le directeur général de ARCEP Togo, Michel Yaovi Galley. D'après Herve Coovi Guedegbe, le secrétaire exécutif de l'ARCEP Bénin, désormais ils ont pris une date pour faire appliquer les règlements que leurs chefs d'Etat ont mis à leur disposition pour le bonheur de leurs communautés. « Il ne serait plus un problème pour un citoyen de la communauté togolaise qui se déplace au Bénin de vivre



l'expérience de communication électronique, idem pour le citoyen qui vient au Togo ». « Je témoigne tous notre engagement et disponibilité que le protocole sera appliqué sans faille. Ce que nous venons de faire va permettre que les citoyens béninois ou togolais, qui est en déplacement à l'intérieur de ces 2 Etats, puisse vivre l'expérience de la consommation comme s'il était chez lui », a-t-il expliqué. En effet, en décembre 2017, la CEDEAO a adopté le règlement portant sur l'itinérance sur les réseaux de communications mobiles ouverts au public à l'intérieur de l'espace CEDEAO. Ce règlement de la CEDEAO qui est juridiquement d'application directe dans les États membres, a pour objet de définir un cadre juridique et tarifaire harmonisé en supprimant, du moins en réduisant, les frais

d'itinérance communautaires afin de favoriser l'intégration des peuples au sein de la CEDEAO. Ce règlement qui était censé entrer en vigueur dès son adoption, est Malheureusement rester à date, soit 6 ans après, sans être mise en œuvre. Les autorités de régulateurs et les opérateurs des 15 États membres de la CEDEAO n'ont pu s'entendre pour une mise en œuvre effective du règlement. Face à cette situation, et encouragé par l'Association des Régulateurs des Télécommunications de l'Afrique de l'Ouest (ARTAO) les régulateurs ont décidé de privilégier une mise en œuvre du règlement entre les pays membres deux par deux. Ceci, afin que de proche en proche, et dans un délai assez raisonnable, l'on parvienne à assurer une mise en œuvre effective et intégrale de ce règlement entre tous les États membres de la CEDEAO. C'est ce qui justifie la rencontre qui réunit l'ARCEP du Togo et les opérateurs de réseaux de communications électroniques, avec l'ARCEP du Bénin et les opérateurs de réseaux de communications électroniques. L'objet c'est d'amener les deux régulateurs et les opérateurs à s'accorder sur les modalités de mise en œuvre du règlement de la CEDEAO sur l'itinérance communautaire.



Kwassi Akoussah Pascal, Sg de L'APCPA

« Redonner un visage positif à la commande publique, voilà notre mission »

L'Association pour la Promotion de la Commande Publique en Afrique (APCPA) a renouvelé son instance dirigeante le 17 juin dernier lors d'une assemblée générale virtuelle. Le poste de secrétariat général est revenu au togolais M. Kwassi Akoussah Pascal résident en France. Dans cet entretien, le nouveau secrétaire général nous parle de l'Association et de ses ambitions.



L'économiste du Togo : Vous venez d'être élu au poste de SG de l'Association pour la promotion de la commande publique en Afrique, qu'est-ce qui vous a motivé à postuler à ce poste ?

Kwassi Akoussah Pascal, SG d'APCPA : Ce poste est stratégique et important dans le sens où l'objet de l'association en question couvre tout le continent africain. Depuis, et toujours, je suis convaincu que les Africains peuvent développer leurs pays eux-mêmes. C'est surtout cette conviction qui me pousse à agir dans chaque association sérieuse qui prône le développement de l'Afrique. Maintenant, il y a d'autres raisons parallèles, qui touchent à ce que nous pensons faire à ce poste pour redorer l'image de la commande publique en Afrique, mais après tout, c'est pour être utile dans l'actuel élan de développement de l'Afrique.

Que ferez-vous au cours de votre mandat ?

Lors de ce mandat, avec l'accord du Bureau exécutif, nous allons nous atteler au développement de l'association en concluant des partenariats avec des facultés, centres de formation ou instituts qui forment dans notre domaine (la commande publique), les agences ou organismes publics et privés qui œuvrent dans le domaine de la commande publique, les collectivités publiques et autres services des Etats qui contribuent à l'amélioration du système de la commande publique en Afrique.

Nous allons aussi veiller à ce que les objectifs que l'association s'est fixés soient atteints (promouvoir la commande publique en Afrique en organisant des colloques et séminaires de formation, en initiant et participant à des sessions d'échanges et de partages avec les publics cibles (cafés et ateliers juridiques), en publiant notre revue scientifique avec des articles de qualité, en créant des contenus de qualité que nous mettons à la disposition du grand public africain.

Nous allons œuvrer à faire connaître notre association ainsi que ses actions. Nous allons, avec le concours de nos partenaires, contribuer à améliorer le système de la commande publique en Afrique. De façon concrète, nous allons communiquer et discuter avec tous les acteurs concernés de la commande publique afin de promouvoir les meilleures pratiques. Nos différentes participations aux conférences et autres ateliers sont et seront des occasions de partager nos recherches et analyses visant à l'amélioration et la modernisation des règles de la commande publique.

Quelles sont vos priorités immédiates ?

Tout est priorité, comme nous pouvons tous le constater. Pourquoi ? Parce qu'il y a un élan de développement de l'Afrique qui doit être soutenu. Si on ne prête pas main forte, cet élan risque de faiblir, ce qui sera dangereux pour nos Etats et notre continent.

Les contrats de la commande publique jouent un très grand rôle dans le développement de nos Etats, puisque pour construire des bâtiments abritant les services publics, des routes, pour commander des fournitures et des services, et même pour mener des études (prestations intellectuelles), les organismes publics et l'Etat doivent passer par la case « commande publique », ceci pour assurer un meilleur usage des deniers publics, optimiser les dépenses et éviter des surestimations des factures. Nos principales actions portent sur les formations et sensibilisations, les partages d'expériences. Nous ferons tout cela grâce à nos partenariats avec les organes cités plus haut. Nous devons agir en collaborant avec ces organes puisque nous n'avons pas le pouvoir de décision dans les Etats. Mais nous allons contribuer à leur côté à peaufiner les systèmes de la « commande publique » afin que les dépenses publiques soient maîtrisées et que les services publics soient mieux gérés pour le grand bonheur des

citoyens Africains.

Que mettez-vous dans « promouvoir » la commande publique ?

Effectivement, l'objectif principal de notre association est de valoriser, promouvoir et vulgariser l'outil commande publique comme moyen contemporain de développement durable et ceci à travers la recherche, la formation, les manifestations et les publications scientifiques.

Promouvoir, c'est mettre en valeur quelque chose afin que plusieurs personnes s'y intéressent. Puisque c'est un outil indispensable pour le développement économique, nous nous engageons à le faire connaître, le faire adopter, et le mettre au niveau de toutes et tous.

Décrivez-nous brièvement votre association APCPA et ses objectifs ?

Le nom de notre association est déjà évocateur. Elle se définit d'elle-même. C'est une association pour la Promotion de l'outil « commande publique » en Afrique. La particularité qui peut se faire rapidement voir, c'est que notre association a un champ d'étude bien limité ; toutefois, cela ne l'empêche pas de travailler avec d'autres organismes qui poursuivent des objectifs similaires.

Pour ce qui est des objectifs, l'APCPA poursuit les objectifs principaux suivants :

- Œuvrer dans une logique libre et consciente des enjeux du monde contemporain ;
- Développer une dynamique de recherche dans le champ des partenariats et investissements publics/privés ;
- Encourager une perspective d'instrumentalisation des contrats publics (particulièrement de la commande publique) comme levier d'action afin de booster le développement du continent africain ;
- S'inscrire dans un sillage de promotion de la bonne gouvernance publique (financière, politique et économique)
- Définir un élan de réponse à un souci de professionnalisation et de responsabilisation des acteurs et intervenants dans la chaîne de la commande publique.

Quand on parle de commande publique cela sous attend souvent la corruption, qu'en pensez-vous ?

Nous pensons que ce n'est pas une conception ou affirmation très erronée puisque c'est un constat presque général, et cela dans tous les pays du monde. Des faits de corruptions ne manquent pas dans les systèmes de la commande publique. Mais nous n'allons pas nous en tenir qu'au négatif. Oui, le négatif doit être éradiqué et c'est pourquoi nous nous battons, mais il faut reconnaître que le système de la commande publique possède aussi des vertus intéressantes et qu'il faut valoriser. La corruption doit être combattue chaque jour et par tous les moyens possibles dans le système de la commande publique afin qu'elle (la corruption) ne salisse pas les avantages de cet outil fort utile.

Quel est votre combat contre la corruption qui serait souvent au cœur de la commande publique ?

S'il s'agit d'un combat, la corruption ne doit pas gagner. Les professionnels de la commande publique se sont regroupés en association (Association pour la Promotion de la Commande Publique en Afrique (APCPA)) pour combattre aussi ce fléau grâce à nos diverses actions. Nous allons collaborer avec les Etats et leurs organes en charge de ces questions afin d'éradiquer ou du moins réduire la corruption dans la commande publique en Afrique. Notre existence se justifie par cela et nous allons nous y atteler. Redonner un visage positif à la commande publique, voilà notre mission. Et nous le ferons avec tous les acteurs concernés, toutes les parties prenantes, et tous les citoyens.

Quel regard portez-vous sur la commande publique en Afrique et en particulier au Togo ?

La commande publique est très importante en Afrique pour les raisons évoquées plus haut. L'Afrique est un grand continent en chantier, autrement dit, la construction du continent ne fait que commencer. Et cette construction passera inévitablement par la commande publique. Ainsi, je conçois que les règles de la commande publiques en Afrique doivent encore être améliorées. Je pense fortement aussi que les règles existantes doivent être mieux appliquées pour permettre que l'outil « commande publique » soit vraiment au service du développement du continent.

C'est la même pensée que je nourris par rapport à la commande publique au Togo, mon pays. Quand les règles existantes sont appliquées pour tout le monde, et que les textes et procédures sont améliorés, en prenant en compte les réalités locales, on peut espérer que la commande publique serve d'outil efficace de développement. Et c'est l'objectif de développement que les autorités de chaque pays poursuivent en principe, nous aussi. Pour finir, je dis merci pour votre attention et votre disponibilité. Merci aussi au nom de l'Association pour la Promotion de la Commande Publique en Afrique (APCPA) et de son bureau exécutif, à sa tête le président John Éric DICKA, pour l'occasion que vous nous avez donnée pour présenter notre association au public.

Nous concluons en disant que c'est ensemble, avec tous les citoyens Africains, que nous pouvons y arriver. Il nous faut de l'amour de notre continent, le travail bien fait, l'engagement à l'honnêteté dans le travail, et la protection de l'intérêt général. Merci à tout le monde.

Réalisation Midas Tigossou

Africa Pulse

Créer de la croissance pour tous grâce à de meilleurs emplois

La croissance économique en Afrique subsaharienne (ASS) devrait ralentir, passant de 3,6 % en 2022 à 2,5 % en 2023 en raison de l'instabilité croissante, de la faible croissance des plus grandes économies de la région, des chocs climatiques et de l'incertitude persistante dans l'économie mondiale.

● Wilson Lawson

Africa's Pulse est une publication semestrielle du bureau de l'économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Afrique. Chaque édition analyse les perspectives économiques à court terme pour le continent, les défis de développement et aborde un thème de développement spécifique. L'édition d'octobre 2023 du rapport Africa's Pulse démontre que malgré le recul de l'inflation, la montée de l'instabilité, la faible croissance des grandes économies de la région, les chocs climatiques et l'incertitude persistante de la croissance mondiale provoque une forte décélération de la croissance — de 3,6 % en 2022 à 2,5 % en 2023. Dans l'ensemble, la croissance dans la région n'a pas été suffisante pour réduire l'extrême pauvreté, stimuler la prospérité commune ou contribuer à la création d'emplois. Les schémas de croissance actuels ne génèrent que 3 millions d'emplois formels par an, laissant ainsi de nombreux jeunes occuper des emplois occasionnels, fragmentaires et instables qui ne leur permettent pas de mettre pleinement leurs compétences à profit. Créer des opportunités d'emploi pour les jeunes favorisera une croissance inclusive et transformera la transition démographique du continent en un dividende démographique.

Les principaux points de cette édition

L'anémie persistante des



grandes économies de la région pèse sur les performances économiques de l'Afrique subsaharienne, et les tentatives de déstabilisation des gouvernements par des moyens anticonstitutionnels ou violents n'ont fait qu'augmenter en Afrique subsaharienne ces dernières années. L'augmentation des conflits et de la violence dans la région freine l'activité économique, et cette fragilité croissante pourrait être exacerbée par les chocs climatiques. Pour plus de la moitié des pays d'Afrique subsaharienne (28 sur 48), les estimations de croissance pour 2023 ont été revues à la baisse. L'inflation a reculé, mais elle reste supérieure aux objectifs des banques centrales dans la plupart des pays de la région. L'inflation devrait ralentir de 9,3 % en 2022 à 7,3 % en 2023. Cependant, le nombre de pays ayant un taux d'inflation annuel moyen à deux chiffres (ou plus) devrait diminuer légèrement, passant de 19 pays en 2022 à 18 pays en 2023. Les pressions inflationnistes sont dominées par la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants, ainsi que par l'affaiblissement des monnaies nationales, ce qui a pour

effet d'éroder le revenu des ménages et, par conséquent, de peser sur la consommation privée. Le surendettement pèse lourdement sur les économies d'Afrique subsaharienne. Les risques de surendettement dans la région restent élevés avec 21 pays présentant un risque élevé de surendettement ou en situation de surendettement en juin 2023. Le taux modeste de croissance en Afrique subsaharienne s'est traduit par une faible création d'emplois et une réduction lente de la pauvreté. La région doit relever le défi de créer de meilleurs emplois pour un plus grand nombre de personnes. Cela nécessitera de construire un écosystème qui facilite l'entrée, la stabilité et la croissance des entreprises, ainsi que le développement de compétences correspondant à la demande des entreprises. La part de l'emploi urbain dans la population en âge de travailler est restée stationnaire à 22-23 % au cours des deux dernières décennies. Une grande partie de la population africaine reste rurale et employée dans l'agriculture, ce qui est fortement associé à la pauvreté.

Afrique subsaharienne

La région ressentira l'impact du ralentissement de la croissance chinoise

L'institution financière multilatérale souligne que les effets néfastes de la baisse de régime de l'économie chinoise sur l'Afrique subsaharienne découleront principalement du recul attendu des volumes des exportations et de la baisse des prix des produits de base.

L'Afrique subsaharienne devrait subir durablement l'impact du ralentissement de la croissance de l'économie chinoise, a estimé le Fonds monétaire international (FMI) dans un rapport publié vendredi 13 octobre. Intitulé « At a Crossroads: Sub-Saharan Africa's Economic Relations with China », le rapport révèle que toute baisse d'un point de pourcentage du taux de croissance du PIB réel de la Chine entraîne une baisse moyenne d'environ 0,25 point de pourcentage de la



croissance du PIB de l'Afrique subsaharienne sur une base annuelle. Notant que cet im-

pact négatif de la baisse des performances économiques du géant asiatique sur les

Angola

FEDA investit dans la raffinerie de pétrole de Cabinda

Le Fonds pour le Développement des Exportations en Afrique (« FEDA »), la filiale d'investissement d'impact d'Afreximbank, a annoncé le 17 octobre 2023, un investissement dans la raffinerie de pétrole de Cabinda (« Cabinda Oil Refinery »), une plateforme modulaire intégrée de raffinage de pétrole en Angola développée par Gemcorp Holdings (« Gemcorp ») en joint-venture avec Sonangol.

● Nicole Esso

La raffinerie de pétrole de Cabinda est une raffinerie à haute conversion de 60 000 barils par jour (bpj), avec une première phase de 30 000 bpj, située dans la province de Cabinda en Angola, l'un des plus grands pays producteurs de pétrole brut d'Afrique. La raffinerie est destinée à transformer le pétrole brut angolais en une variété de produits pétroliers, notamment le diesel, l'essence, le naphta et le jet-fuel, pour la consommation locale et l'exportation. Une fois achevée, Cabinda Oil Refinery doublera la capacité de raffinage de l'Angola, ce qui permettra au pays et à l'ensemble de la région de réduire progressivement leur dépendance à l'égard de l'importation de produits pétroliers raffinés. Avec cet investissement, FEDA confirme son engagement à soutenir l'industrialisation et le développement économique de l'Afrique, tout en garantissant la durabilité environnementale. L'opération soutiendra la transition énergétique de l'Angola en permettant la production de produits raffinés plus propres et à haute valeur ajoutée pour satisfaire jusqu'à 20 % de la demande intérieure, et en réduisant les émissions grâce à la diminution des besoins en transport pour l'exportation du pétrole brut produit localement et pour l'importation de produits raffinés. L'investissement de FEDA intervient peu après que Gemcorp, Afreximbank et Africa Fi-



nance Corporation ont mené avec succès la levée de fonds d'un emprunt de financement de projet de 335 millions de dollars en juillet 2023. Avec cet investissement additionnel de FEDA, le Groupe Afreximbank démontre sa capacité unique à mobiliser des fonds propres et de la dette et à fournir un soutien déterminant au développement de l'infrastructure critique à travers le continent. Atanas Bostandjiev, directeur général de Gemcorp Holdings, a commenté l'événement : "Gemcorp est ravi de jouer un rôle clé dans la construction de la raffinerie de pétrole de Cabinda en partenariat avec Sonangol, Afreximbank, Africa Finance Corporation et FEDA. L'Angola est un pays riche en pétrole qui s'est donné pour mission de tirer parti de ses ressources pour le bénéfice socio-économique de sa population. Une fois achevée, la raffinerie contribuera grandement à libérer le potentiel économique du pays, à mesure qu'il deviendra plus autonome pour ses besoins énergétiques. L'in-

vestissement de Gemcorp dans le projet jouera un rôle important dans la réalisation de cette ambition". Marlène Ngoyi, PDG de la FEDA, a commenté : "Notre investissement dans la raffinerie de pétrole de Cabinda témoigne de l'engagement de FEDA à promouvoir l'industrialisation et la substitution des importations sur le continent. Le projet est au cœur des plans de l'Angola visant à accroître la valeur ajoutée locale de ses ressources brutes, ce qui permettra au pays de répondre à ses besoins en pétrole raffiné et de créer des opportunités d'exportation. La raffinerie contribue en outre à la réduction des gaz à effet de serre en diminuant la nécessité de transporter le brut et les produits raffinés vers et depuis l'Afrique. Cet investissement s'inscrit dans le mandat de la FEDA, qui consiste à fournir des capitaux en mettant l'accent sur l'impact du développement dans divers secteurs en Afrique qui sont essentiels pour stimuler l'industrialisation et le développement d'exportations à valeur ajoutée.

Avec Agence Ecofin

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mercredi 18 octobre 2023

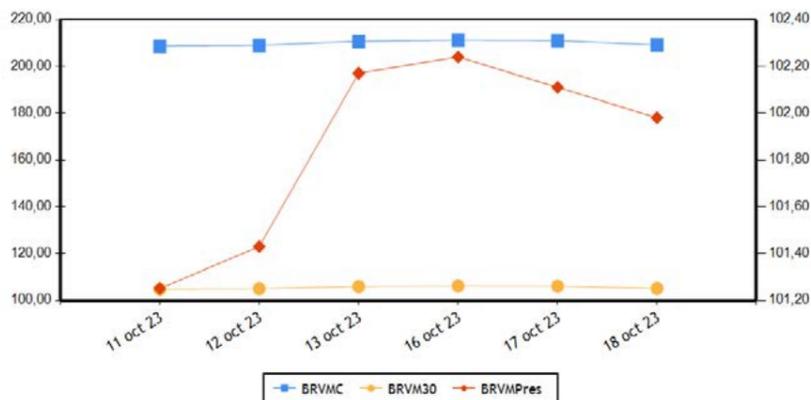
N° 198

BRVM COMPOSITE	209,05
Variation Jour	-0,90 % ↓
Variation annuelle	2,87 % ↑

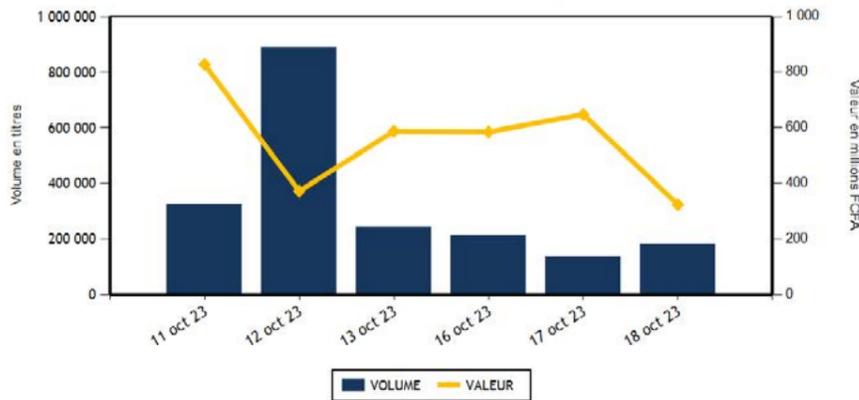
BRVM 30	105,05
Variation Jour	-0,91 % ↓
Variation annuelle	5,05 % ↑

BRVM PRESTIGE	101,98
Variation Jour	-0,13 % ↓
Variation annuelle	1,98 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 777 012 586 748	-0,90 %
Volume échangé (Actions & Droits)	180 444	62,35 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	319 356 931	-20,13 %
Nombre de titres transigés	43	7,50 %
Nombre de titres en hausse	9	-35,71 %
Nombre de titres en baisse	23	53,33 %
Nombre de titres inchangés	11	0,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 166 657 697 791	-0,21 %
Volume échangé	408	-98,39 %
Valeur transigée (FCFA)	3 916 000	-98,42 %
Nombre de titres transigés	4	-20,00 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	3	-25,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	695	6,92 %	-21,02 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	555	5,71 %	-17,78 %
SMB CI (SMBC)	10 170	3,88 %	49,56 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	635	3,25 %	-6,62 %
TOTAL SN (TTLS)	2 650	1,92 %	4,54 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 185	-7,42 %	-8,49 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	505	-7,34 %	-45,41 %
BOLLORE (SDSC)	1 390	-7,33 %	-0,36 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 075	-7,33 %	-32,81 %
UNILEVER CI (UNLC)	5 000	-5,66 %	-28,83 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	101,98	-0,13 %	1,98 %	77 465	145 718 636	6,43
BRVM-PRINCIPAL	36	102,18	-1,50 %	2,18 %	102 979	173 638 295	13,32

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	103,68	-0,44 %	-0,52 %	5 753	15 261 570	31,26
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	502,53	-0,88 %	2,72 %	8 905	72 556 495	8,69
BRVM - FINANCES	15	84,44	-0,86 %	11,83 %	152 578	205 601 141	6,56
BRVM - TRANSPORT	2	340,51	-7,16 %	-0,35 %	2 928	4 135 230	7,53
BRVM - AGRICULTURE	5	179,61	-1,04 %	-36,66 %	4 525	12 511 495	10,01
BRVM - DISTRIBUTION	7	350,40	-0,73 %	-2,27 %	5 586	9 104 525	12,32
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 357,27	-4,35 %	15,79 %	169	186 475	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,22
Taux de rendement moyen du marché	8,21
Taux de rentabilité moyen du marché	8,27
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	128
Volume moyen annuel par séance	483 320,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 079 528 417,75

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	3,17
Ratio moyen de satisfaction	23,07
Ratio moyen de tendance	726,89
Ratio moyen de couverture	13,76
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	3,89
Nombre de SGI participantes	29

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = Moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org



Inflation

La hausse des taux d'intérêt met en danger les pays avec une forte dette

Les taux d'intérêt qui ne cessent de grimper pour luffer contre l'inflation renchérisent les coûts d'emprunt et ferment des portes pour les pays endettés, a estimé mardi la Banque mondiale.

La hausse des taux d'intérêt pour contenir l'inflation alimentée par la guerre en Ukraine pourrait mettre en «difficulté» des pays qui ont des niveaux de dette élevés, a mis en garde la Banque mondiale mercredi. «Le problème c'est qu'en raison des taux d'intérêt élevés, la croissance ralentit beaucoup» et «ralentit à des niveaux qui sont bien plus faibles qu'avant la crise», a constaté Indermit Gill, le chef économiste de l'institution, lors d'une conférence de presse. Pour tirer des enseignements sur la période actuelle, le spécialiste se réfère à la rapidité de la hausse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale (Fed) américaine dans les années 1970. «Cela a pris longtemps, ça n'a pas duré un ou deux ans. Donc on devrait s'attendre à ce que ce cycle de resserrement (monétaire) prenne également longtemps», a-t-il dit.

Les taux de la Fed sont au plus haut depuis 2001

«Cela a laissé quelque 24 économies en faillite. Donc il faut s'attendre à ce que des pays qui n'ont pas bien géré leurs niveaux de dette rencontrent des difficultés. Il faut s'attendre à ce que des pays aient des problèmes», a-t-il prédit. La hausse des taux renchérit les coûts d'emprunt et ferme des portes pour les pays endettés. La Fed pourrait devoir relever encore ses



taux, et les maintenir longtemps à un niveau élevé, a martelé mercredi une de ses responsables. «Le taux directeur pourrait devoir augmenter encore et rester restrictif pendant un certain temps», a indiqué Michelle Bowman, une gouverneure de la Fed, lors d'un discours à Marrakech. Les taux de la banque se situent actuellement dans la fourchette de 5,25 à 5,50%, au plus haut depuis 2001.

La BCE vise toujours à ramener l'inflation maximum à 2%

La Banque centrale européenne a estimé récemment que la bataille pour ramener l'inflation à l'objectif de 2% allait encore durer, nécessitant de maintenir une politique monétaire restrictive. Et selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI), l'inflation mondiale devrait encore être à 5,8% fin 2024, et toujours à 3% dans les économies avancées, avant de redevenir proche de l'objectif

de 2% dans le courant de l'année 2025. Le président de la Banque mondiale, Ajay Banga, a jugé mercredi que le maintien probable de taux élevés dans le monde «peut représenter un événement compliqué pour les investissements tout comme pour les gens qui pendant des années s'étaient habitués à un environnement de taux plus bas».

Appel à annuler la dette des pays les plus pauvres

Mardi, le ministre ivoirien de l'Économie, Adama Coulibaly, président du G24 regroupant des pays en développement, a appelé les institutions financières internationales à «l'annulation de la dette des pays les plus vulnérables et les plus pauvres», principalement détenue par les «banques multilatérales de développement et (le) FMI». «Cette annulation concerne uniquement les pays les plus pauvres, nous ne demandons pas qu'elle soit annulée pour l'ensemble des pays», a-t-il insisté.

(AFP)

Cambodge

Un nouvel aéroport desservant les temples d'Angkor ouvre ses portes

Un premier vol commercial s'est posé lundi, sur le tarmac flambant neuf de Siem Reap, à une quarantaine de kilomètres du célèbre site cambodgien.

Le nouvel aéroport à un milliard d'euros desservant les célèbres temples d'Angkor au Cambodge, a lancé, lundi, ses opérations, dans ce qui constitue le dernier exemple en date d'infrastructure financée par la Chine dans la région. Un avion PG903 en provenance de Bangkok a atterri vers 9 h du matin (4 h en Suisse) devant des responsables du gouvernement cambodgien, venus accueillir le premier vol commercial de l'aéroport flambant neuf de Siem Reap (ouest). «Cette construction sera un facteur clé pour relancer le tourisme au Cambodge», mis à mal par la pandémie de coronavirus, a déclaré le vice-Premier ministre Vongsey Vissoth. Une cérémonie en présence



du Premier ministre Hun Manet et d'un cadre du pouvoir chinois est prévue en novembre, ont indiqué les officiels sur place.

Le site doit accueillir 12 millions de passagers d'ici à 2040

Le Cambodge est devenu l'un des principaux alliés de Pékin en Asie du Sud-Est sous l'impulsion de Hun Sen, qui a favorisé d'importants investissements chinois durant son règne de presque quarante ans. L'ancien homme fort du pays, aux mé-

thodes jugées autoritaires, a laissé sa place à son fils Hun Manet en août dernier. Des investisseurs chinois ont supporté le coût du nouvel aéroport de Siem Reap, estimé à 1,1 milliard de dollars. Le site, qui s'étale sur 700 hectares, doit pouvoir accueillir 12 millions de passagers par an d'ici à 2040. Il se trouve à une quarantaine de kilomètres des temples d'Angkor, la principale destination touristique du Cambodge. Le royaume a accueilli environ 3,7 millions de visiteurs étrangers sur les neuf premiers mois de l'année 2023, à un rythme inférieur à la tendance pré-Covid (6,6 millions de touristes étrangers en 2019).

(AFP)

Asie

La Russie suspend les importations des produits de la mer japonais

Moscou se rallie ainsi aux mesures prises par la Chine pour protester contre la décision du Japon de rejeter en mer des eaux de la centrale nucléaire de Fukushima.

La Russie a annoncé lundi la suspension de toutes ses importations de produits de la mer en provenance du Japon en réaction au rejet en mer des eaux de la centrale nucléaire accidentée de Fukushima. L'agence russe de régulation des produits agricoles, Rosselkhoznadzor, rejoint à partir de ce lundi «les mesures restrictives provisoires de la Chine concernant l'importation du poisson et des produits de la mer en provenance du Japon», a-t-elle déclaré dans un communiqué, en précisant qu'il s'agissait d'une «mesure de précaution». «Les restrictions resteront en vigueur jusqu'à ce qu'une information exhaustive nécessaire pour confirmer la sécurité des produits de la mer (...) soit fournie», selon la même agence. Il s'agit toutefois d'une mesure très symbolique puisqu'en 2022 les exportations de la pêche japonaise vers la Russie n'avaient totalisé que 257 millions de yens, soit environ 1,5 million de francs, selon les chiffres des douanes nippones. Les relations entre Moscou et Tokyo sont glaciales à l'heure actuelle, le Japon participant aux sanctions internationales contre la Russie depuis son invasion de l'Ukraine début 2022. Cependant, l'archipel nippon n'a pas renoncé à ses



importations de poissons et autres produits de la mer russes : celles-ci ont même atteint l'an dernier un niveau record de 155 milliards de yens (env. 936 millions de francs), toujours selon les douanes japonaises. La suspension des importations chinoises de produits de la mer nippons est un coup beaucoup plus rude pour la filière japonaise de la pêche, car la Chine continentale représentait à elle seule 22,5% de ses exportations en 2022. Pékin a suspendu depuis fin août toutes ses importations en réaction au début du rejet de l'eau issue notamment des injections nécessaires pour refroidir des réacteurs de la centrale nucléaire de Fukushima, ravagée par le gigantesque tsunami de 2011 dans le nord-est du Japon. Ce processus a été validé par l'Agence internationale de l'énergie atomique et Tokyo

assure qu'il est sans danger pour l'environnement et la santé humaine. Cette eau a été traitée pour la débarrasser de ses substances radioactives, à l'exception du tritium, un radionucléide qui n'est dangereux qu'à de très hautes doses concentrées selon des experts. C'est pourquoi cette eau est diluée avec de l'eau de mer avant d'être évacuée dans l'océan Pacifique, afin que son niveau de radioactivité ne dépasse pas le plafond visé de 1500 Bq/L, soit un niveau 40 fois inférieur à la norme japonaise pour ce type d'opération. Le Japon prévoit en tout de rejeter en mer plus de 1,3 million de m³ d'eau tritiée (contenant du tritium) de Fukushima – soit l'équivalent de 540 piscines olympiques – mais de manière extrêmement graduelle, jusqu'au début des années 2050, selon le calendrier actuel.

(AFP)

États-Unis

ExxonMobil rachète le géant du pétrole de schiste Pioneer pour 65 milliards

Cette acquisition, qui devrait être achevée au cours du premier semestre 2024, est la plus importante acquisition pour ExxonMobil depuis sa méga-fusion avec sa compatriote Mobil en 1999.

Le groupe pétrolier américain ExxonMobil va racheter son compatriote Pioneer Natural Resources, grand producteur de pétrole et de gaz de schiste aux États-Unis, pour environ 60 milliards de dollars, ont-ils annoncé dans un communiqué commun, mercredi. L'opération, qui devrait être achevée au cours du premier semestre 2024, donnera à ExxonMobil une assise nouvelle dans le bassin permien, immense région pétrolière qui couvre l'ouest du Texas et le sud-est du Nouveau-Mexique. Il s'agit de la plus importante acquisition pour le géant pétrolier depuis sa méga-fusion avec sa compatriote Mobil en 1999.

Un bénéfice net record en 2022

ExxonMobil paiera entière-



ment en actions et rachètera la société texane Pioneer pour 59,5 milliards de dollars, sur la base du cours de clôture d'ExxonMobil du 5 octobre. La transaction globale, dette comprise, est évaluée à environ 64,5 milliards de dollars, ont indiqué les sociétés ExxonMobil a engrangé en 2022 un bénéfice net record de 55,7 milliards de dollars grâce à la forte hausse des cours des hydrocarbures liée à la reprise de

la demande et au tarissement de l'offre russe, et dispose à ce titre de liquidités abondantes. De son côté, Pioneer Natural Resources, dont le siège est à Dallas, et a été fondé en 1997, emploie plus de 2000 personnes, selon son site Internet. En 2022, l'entreprise a dégagé un bénéfice net de 7,8 milliards de dollars pour un chiffre d'affaires de 24,29 milliards.

(AFP)

Rapport

Une première estimation mondiale de l'impact des catastrophes sur l'agriculture

Un nouveau rapport de la FAO chiffre à quelque 3 800 milliards d'USD le montant des pertes subies dans la production végétale et animale au cours des 30 dernières années.

Au cours des trois dernières décennies, les catastrophes ont entraîné des pertes de production végétale et animale de l'ordre de 3 800 milliards d'USD, ce qui correspond à des pertes moyennes de 123 milliards d'USD par an, soit 5 pour cent du produit intérieur brut (PIB) agricole mondial annuel. C'est ce qui ressort d'un nouveau rapport publié aujourd'hui par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Intitulée L'Impact des catastrophes sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, cette nouvelle publication phare de la FAO nous livre la toute première estimation mondiale des conséquences des catastrophes sur la production agricole. L'évaluation porte principalement sur les cultures et l'élevage, mais les auteurs du rapport indiquent que le montant des pertes serait bien plus élevé si nous disposions de données rigoureuses sur les pertes occasionnées dans le sous-secteur de la pêche et de l'aquaculture et dans celui des forêts. Ils font également valoir qu'il faut de toute urgence améliorer la qualité des données et des informations concernant l'impact des catastrophes dans l'ensemble des sous-secteurs de l'agriculture, de sorte que nous puissions créer des systèmes de données qui serviront de base à la définition de mesures efficaces et éclairées. «L'agriculture est l'un des secteurs les plus exposés et les plus vulnérables vis-à-vis des risques de catastrophe, car elle dépend fortement des ressources naturelles et des conditions climatiques. La répétition des catastrophes risque de saper les progrès réalisés en matière de sécurité alimentaire et de nuire à la durabilité des systèmes agroalimentaires», met en garde le Directeur général de la FAO, M. Qu Dongyu, dans l'avant-propos du rapport. Il y indique par ailleurs que cette publication, qui est le fruit des connaissances techniques de la FAO, met en évidence les voies possibles pour gérer en amont les risques dans les systèmes agroalimentaires et illustre les moyens à notre disposition pour intégrer la gestion des risques de catastrophe dans les pratiques et les politiques agricoles. Le rapport nous apprend que sur les trois dernières décennies, les catastrophes – définies comme étant de graves perturbations du fonctionnement d'une communauté ou d'une société – ont frappé le plus durement les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, avec des pertes représentant jusqu'à 15 pour cent du PIB agricole total de ces deux groupes de pays. Les catastrophes ont également pesé lourdement sur les petits États insulaires en développement (PEID), ceux-ci ayant essuyé des pertes de près de 7 pour cent de leur PIB agricole.

Pertes par catégories de produits

Par ailleurs, le rapport laisse entrevoir une évolution à la hausse des pertes pour les principales catégories de produits. En effet, les pertes annuelles dans la catégorie des céréales se sont chiffrées à 69 millions de tonnes en moyenne au cours des 30 dernières années, soit l'équivalent de l'ensemble de la production céréalière française en 2021. Viennent ensuite les pertes dans



la catégorie des fruits et légumes et dans celle des plantes sucrières, qui se sont élevées en moyenne pour chacune d'elles à près de 40 millions de tonnes par an. Concernant les fruits et les légumes, ce chiffre équivaut à la production totale du Japon et du Viet Nam pour cette catégorie de produits en 2021. Les pertes moyennes pour ce qui est de la viande, des produits laitiers et des œufs sont estimées à 16 millions de tonnes par an, ce qui correspond à l'ensemble de la production réalisée en 2021 dans ces catégories par le Mexique et l'Inde réunis.

Des écarts entre les régions

Les pertes mondiales cachent des disparités importantes entre les régions, les sous-régions et les groupes de pays. Selon le rapport, l'Asie est de loin la région où la part des pertes économiques totales est la plus élevée, suivie par l'Afrique, l'Europe et l'Amérique qui ont également enregistré des pertes d'une ampleur semblable. Cependant, les pertes ne représentent que 4 pour cent de la valeur ajoutée du secteur agricole en Asie, contre 8 pour cent en Afrique. Les disparités sont encore plus importantes entre les sous-régions. En valeur absolue, les pertes sont plus importantes dans les pays à revenu élevé, les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Cependant, c'est dans les pays à faible revenu, et en particulier dans les PEID, que les pertes en proportion de la valeur ajoutée agricole sont les plus importantes.

Avec fao.org

HOROSCOPE finance

Bélier Vous allez entrer dans une période où vos finances seront mises en vedette. Vous pourrez tirer profit de la présence d'Uranus. Mais à deux conditions : il vous faudra éviter toute impulsivité, et vous méfier des affaires quelque peu douteuses. Si vous ne prenez aucune décision à la légère et si vous respectez scrupuleusement la loi, vous pourrez commencer à amasser un beau tas d'or.

Taureau Méfiez-vous ! Vous risquez de prendre vos désirs pour des réalités et de vous embrouiller les idées. Avant de vous lancer dans des opérations financières coûteuses, renseignez-vous soigneusement. Cela vous évitera de sérieux déboires.

Gémeaux Vous ne devriez en principe rencontrer aucune difficulté sur le front financier. Les planètes n'influenceront pas les secteurs de votre thème liés à l'argent, ce qui vous mettra à l'abri des problèmes, mais ce qui vous privera aussi du soutien de la chance. Ce sera donc le train-train habituel. Si vous êtes raisonnable, vous parviendrez à faire quelques économies.

Cancer La planète Neptune vous aura à l'oeil cette fois-ci. Soyez donc très prudent dans vos entreprises si vous devez manier des fonds importants ou si vous devez avoir affaire à l'administration fiscale. L'avertissement est également valable pour tous vos déplacements. Si vous hésitez à lancer ou à poursuivre un projet original, pensez à prendre conseil auprès de personnes qualifiées.

Lion Dans le domaine matériel, vous serez sans doute plus à l'aise, soit que vous fassiez quelques bonnes affaires, soit que vous trouviez un travail plus rémunérateur. Il y aura en tout cas des projets positifs dans l'air.

Vierge Avec l'influence d'Uranus, l'astre des imprévus, dans le secteur argent, vous devrez agir avec habileté et lucidité si vous voulez tirer votre épingle du jeu. Mais si vous vous en donnez la peine, les résultats pourront être substantiels. Jupiter pourrait bien vous gratifier d'un beau coup de chance.

Balance L'ambiance planétaire sera neutre dans l'ensemble pour tous les natifs du signe. Cependant, elle peut réserver des chances dans les placements financiers et dans le domaine de l'argent autre que celui gagné par le travail.

Scorpion Côté finances, méfiez-vous des propositions trop belles pour être honnêtes. Soyez très vigilant et n'accordez pas trop vite votre confiance ; sinon vous risquez de le regretter. Choisissez de jouer la carte de la sécurité.

Sagittaire En raison de la présence inopportune de Saturne, vous serez en proie à des tracasseries diverses en relation avec un héritage, une succession, un litige très compliqué à démêler. Votre amour-propre en prendra un sérieux coup.

Capricorne Cette configuration de Saturne devrait vous aider à retrouver un bon équilibre financier. Une rentrée d'argent inattendue est même possible et vous permettra de faire une acquisition bien agréable.

Verseau Vous risquez fort d'être plus cigale que fourmi. Vous aurez envie de vous entourer de belles choses, de commencer une collection de beaux objets, et vous ne regarderez pas à la dépense. Attention aux fins de mois difficiles !

Poisson Dans le domaine financier, il s'agira de ne pas laisser dormir des valeurs, mais d'adopter une attitude active, en se débarrassant de certains actifs qui pourraient péricliter.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

**MINISTRE DE LA CULTURE
ET DU TOURISME**



REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail-Liberté-Patrie

**APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT D'UN (E) DIRECTEUR
(RICE) DE L'HOTEL DE DAPAONG, NOUVEL HOTEL CENTRAL, ROC HOTEL et
GRAND HOTEL DU 30 AOUT**

Le ministère de la culture et du tourisme recrute pour le compte des hôtels d'Etat classés 2 étoiles, situés à l'intérieur du pays (HOTEL DE DAPAONG, NOUVEL HOTEL CENTRAL DE SOKODE, ROC HOTEL D'ATAKAME et GRAND HOTEL DU 30 AOUT DE KPALIME), un(e) directeur (trice) pour chaque structure susmentionnée.

MISSION PRINCIPALE

Comme tout chef d'entreprise, chaque directeur a pour objectif de superviser et coordonner toute l'activité de l'hôtel de sorte à en assurer la rentabilité et la pérennité, ce qui implique à la fois des tâches de développement, de gestion, de vente et de marketing. Ils travaillent sous la tutelle du Ministère de la culture et du tourisme et ont pour mission principale d'assainir la gouvernance des hôtels et de les préparer à la 3^{ème} étoile.

TACHES ET RESPONSABILITES

- superviser le travail à tous les niveaux (réceptionnistes, accueil des clients, personnel de cuisine, femmes de chambre, employés de bureaux, etc.) et définir des objectifs clairs pour chaque poste ;
- prévoir les activités et répartir les responsabilités pour obtenir le modèle d'exploitation le plus efficace ;
- créer une expérience client de qualité : communiquer avec les clients selon les besoins (les accueillir dans l'établissement, traiter les réclamations, trouver des solutions aux problèmes, donner des informations, etc.) ;
- organiser, suivre et encadrer les services proposés (chambres, animation, restauration-bar, conférence, atelier, boîtes de nuit, piscine, sport, etc.) ;
- proposer et dérouler un plan d'optimisation des ressources humaines ;
- assurer un bon management des équipes de sorte à créer une véritable culture d'entreprise ;
- gérer les problèmes de maintenance, les manques de personnel ou d'équipement, les rénovations, etc. ;
- organiser l'approvisionnement de l'établissement en matériel et en vivres nécessaires pour la restauration ;
- gérer les budgets/dépenses, analyser et interpréter les informations financières, et contrôler les ventes et les profits ;
- inspecter régulièrement les locaux et faire respecter strictement les normes de santé, de qualité et de sécurité ;
- référencer et construire une image de marque à l'hôtel ;
- fournir aux services compétents de l'Etat toutes informations utiles ;
- veiller à la sécurité et au confort des clients ;
- élaborer et mettre en œuvre une stratégie marketing intuitive et efficace pour promouvoir les services de l'hôtel et assurer son actualisation régulière ;
- collaborer avec des tierces parties : fournisseurs, prestataires, agences de voyage, organisateurs d'événements/conférences, etc. ;
- faire le suivi de la satisfaction de la clientèle.

PROFIL RECHERCHÉ POUR LE POSTE

Être de nationalité togolaise ou non

Niveau d'études : BAC+3 minimum en gestion des entreprises, gestion hôtelière ou tout autre domaine pertinent ;

Expérience de 5 ans au moins en tant que directeur d'hôtel ou à un poste similaire ;

Maîtrise du français et de l'anglais, la connaissance d'autres langues nationales et étrangères seraient un plus ;

Connaissance des meilleures pratiques en gestion hôtelière et des lois et réglementations en vigueur ;

Disponibilité permanente, surtout pendant les périodes de forte affluence ;

Connaissance professionnelle de MS Office. Une connaissance des logiciels de gestion d'hôtel (PMS) serait un plus ;

Excellentes compétences en matière de service client, état d'esprit entrepreneurial ;

Aptitude à résoudre des problèmes et à prendre des décisions ;

Aptitude à la reddition des comptes ;

Fiabilité et capacité à effectuer plusieurs tâches simultanément et à travailler sous pression ;

Excellentes capacités de leadership et grande attention aux détails ;

Bonnes capacités d'organisation, de communication et de résistance au stress.

CRITÈRES POUR LE POSTE

Métier : Management, direction générale d'une structure hôtelière ;

Secteur d'activité : Hôtellerie, restauration ;

Mandat : deux (02) ans renouvelable après évaluation de performance ;

Postes de travail : DAPAONG (région des savanes) ; SOKODE (région centrale) ; ATAKPAME (Plateaux Est) ; KPALIME (Plateaux ouest).

Date limite de dépôt des candidatures : 31 octobre 2023 ;

Début du contrat : Être disponible immédiatement.

DOSSIERS DE CANDIDATURE : à envoyer sous pli fermé portant inscription : **RECRUTEMENT DIRECTEUR : HOTEL DE DAPAONG 2023 ; NOUVEL HOTEL CENTRAL 2023 ; ROC HOTEL 2023 ; GRAND HOTEL DU 30 AOUT 2023** (au choix du candidat) au secrétariat de la personne responsable des marchés publics du Ministère de la culture et du tourisme à l'adresse suivante : 672, Avenue Sarakawa BP :3114 Lomé-Tél. (228) 92 59 31 15 contre paiement d'une quittance de cinq mille (5000) francs CFA pour étude de dossiers.

- Curriculum Vitae (strictement trois pages maximum) ;
- Lettre de Motivation adressée à Monsieur le Ministre de la culture et du tourisme en plus de la prétention salariale (préciser le poste de travail choisi) ;
- Copie de diplômes obtenus et attestations de travail prouvant les expériences acquises.

NB : le ou la candidat(e) est autorisé(e) à n'opter que pour un seul poste de travail.

DRICEHB – AVEDI- LIMOUSINE- BP 1289 Lomé Togo –Tél : 70 66 03 43 Fax : (228) 22 21 89 27
E-mail : dricehb6@gmail.com



Volontariat

DEKU Kodjo, s'engage pour la réussite des élèves

Affecté au CEG Agou-Care en février 2022, Kodjo enseigne les cours de la science de la vie et de la terre (SVT). Le CEG n'ayant pas d'autres enseignants dans la matière, le volontaire intervient dans les classes de la 6e à la 3e. Il assure ainsi 25 heures de cours par semaine au lieu de 22 heures, sans se plaindre.

Aux environs de 09h à notre arrivée, Kodjo dispensait un cours dans la classe de 3e A portant sur la leçon 2 intitulée « les intérêts économiques de certaines formations géologiques du Togo ». Il s'agit d'un thème qui semble beaucoup intéresser les jeunes élèves, car dès l'énoncé du problème, ils n'ont pas hésité à lever la main pour répondre en donnant des exemples à l'appui. « Depuis que monsieur Kodjo nous dispense les cours de SVT, j'ai commencé à aimer davantage cette matière. Je comprends bien le cours en classe, ce qui me motive à apprendre », a déclaré Victoire, une élève très dynamique et brillante qui, à chaque question, lève la main pour répondre. Pour Kodjo, il n'y a pas de réponse « bête ». Chacun est libre de s'exprimer et de répondre à la question selon sa compréhension. C'est une



stratégie qu'il utilise pour mieux corriger les incompréhensions des élèves et les laisser s'exprimer librement. Demi-finaliste au concours du Meilleur Volontaire de l'Année 2023, Kodjo n'a pas réussi à atteindre l'étape finale. Cependant, il ne prévoit pas de baisser les bras. « L'année suivante, je compte retenter ma chance. Il faut toujours essayer », a-t-il affirmé avec beaucoup d'espoir.

Kodjo, engagé pour la cause de la jeunesse

Au-delà de dispenser les cours, Kodjo se soucie de l'avenir des jeunes élèves, en particulier des jeunes filles. À son arrivée, il a constaté que les jeunes filles tombent parfois enceintes, souvent en plein milieu de l'année scolaire ou à la fin. Pour remédier à cette situation, il organise des séances de sensibilisation sur les thèmes liés à la sexualité pour encourager les jeunes garçons et les jeunes filles à se concentrer sur leurs études et à s'abstenir de comportements à risque.

Avec togoanvt.org

Agoè-nyivé

20 jeunes formés sur la bonne utilisation des NTIC et réseaux sociaux

L'Association des diplômés de l'université de Kara à Lomé (ADUKL) a organisé un atelier de formation de 20 jeunes sur la bonne utilisation des Technologies de l'information et de la communication (TIC) et des réseaux sociaux, le mardi 17 octobre à Agoè-Nyivé.

La formation a réuni des jeunes de Lomé et du Conseil national de la jeunesse (CNJ). Elle a bénéficié de l'appui financier du ministère du Développement à la base, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes. La rencontre vise à promouvoir le dialogue inclusif et la participation de ces jeunes au développement. Il s'agit de les amener à s'approprier les mesures réglementaires des TIC et réseaux sociaux ainsi que des outils qui leur permettront de profiter des opportunités de formation et d'emplois en ligne. Des exposés et conférence-débat sur « la révolution numérique et l'accessibilité des NTIC aux jeunes ; réseaux sociaux et promotion des valeurs citoyennes et opportunités en matière d'éducation et d'emplois : e-learning, e-market et e-administration » étaient au



programme de cette activité. Le représentant du maire Agoè-Nyivé 6, M. Dzinaku Kwami a invité les jeunes à tirer le maximum de profit des modules de la formation. « Le changement de comportement vis-à-vis de l'utilisation des réseaux sociaux et les TIC sera l'atteinte de cette initiative », a-t-il précisé. Le représentant du président de la CNJ, M. Miguilou Koudjo a appelé les jeunes à ne pas utiliser des réseaux sociaux comme bon leur semble. Il leur a demandé d'être prudents et responsables sur tout

ce qu'ils envoient sur les réseaux sociaux. Le président de l'ADUKL, Palou Pougnozi, a souligné que cette formation est d'une importance capitale. Il a ajouté que l'appropriation des outils et techniques est nécessaire pour une bonne utilisation des TIC et des réseaux sociaux. Il a souligné que la société d'aujourd'hui est basée sur l'utilisation des outils numériques qui sont à l'origine du vivre ensemble ou de la division sociale.

Avec ATOP/ASA/SED

Liga

Les dettes folles du Barça avec d'autres clubs

Mercredi mouvementé en Catalogne. Plus tôt ce matin, on apprenait ainsi que Joan Laporta avait été mis en cause par la justice dans l'affaire Negreira.

Dans le même temps, l'écurie catalane présentait ses résultats financiers de la saison dernière aux socios, avec des bénéfices nets de 300 millions d'euros notamment. Mais surtout, Eduard Romeu, vice-président du club, a confirmé que les Catalans doivent encore de l'argent. « Personne ne cache que l'on doit encore 200 millions d'euros à des clubs pour le mercato », a ainsi simplement lancé le dirigeant blaugrana. Des sommes qui vont donc



encore peser lourd dans les comptes du Barça pour les années à venir, surtout que dans certains cas comme

Coutinho ou Griezmann, les joueurs ont déjà fait leurs valises...

Avec footmercato.net

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Produits échangés		Produits échangés	
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,1
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Vo	

AFIS

AFRICA FINANCIAL INDUSTRY SUMMIT

2 0 2 3

15 & 16 novembre 2023

Lomé Togo

1 000 leaders de la finance pour une Afrique économiquement forte

BANQUES | FINTECHS | MARCHÉS DE CAPITAUX |
ASSURANCES | BANQUES CENTRALES | MOBILE MONEY

Inscriptions :
www.afis.africa/2023

CO-HOST



HOST COUNTRY



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

DIAMOND



INSTITUTIONAL
PARTNERS



INDUSTRY PARTNERS



KNOWLEDGE



WOMEN IN FINANCE



AWARDS



NETWORKING



REGISTRATION PARTNER



PARTNERS

